



United Nations
Climate Change



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone



ATELIER DE FORMATION DU RESEAU FRANCOPHONE SUR LA TRANSPARENCE CLIMATIQUE

La transparence comme levier pour débloquer le financement climatique

Réseau Francophone

8 - 11 Avril 2025, Saly, Sénégal



Contenu

1. Introduction
2. Pourquoi la transparence est-elle cruciale pour le financement climatique ?
3. Comment les pays en développement peuvent-ils optimiser les BTR pour mobiliser des financements ?
4. Exemple réussi

Introduction

La transparence est bien plus qu'une exigence de conformité dans le cadre de l'Accord de Paris — c'est un levier stratégique pour mobiliser et débloquer des financements climatiques, en particulier pour les pays en développement.

- Le financement climatique est essentiel pour l'Accord de Paris.
- Les besoins excèdent largement les financements disponibles.

 **La transparence, via les BTR, devient un levier stratégique.**

En utilisant stratégiquement les BTR, les pays en développement peuvent améliorer la transparence financière, attirer de nouveaux investissements et renforcer l'accès aux mécanismes mondiaux de financement climatique.

2. Pourquoi la transparence est-elle cruciale pour le financement climatique ?

✓ 1. Instaurer la confiance entre acteurs

- La transparence (via les **BTRs – Rapports Biennaux de Transparence**) montre clairement :
 - Ce que le pays fait pour le climat,
 - Ce dont il a besoin,
 - Et comment les financements sont utilisés.
- Cette **clarté rassure** les bailleurs, les investisseurs privés et les fonds internationaux.



Sans données fiables, pas d'investissement fiable.

✓ 2. Rendre visibles les besoins et les opportunités

- Grâce aux BTRs, un pays peut :
 - Quantifier ses **besoins financiers par secteur** (énergie, agriculture, adaptation...),
 - Mettre en avant des **projets bancables**,
 - Démontrer ses efforts pour mobiliser des financements domestiques.



Exemple : "Il nous faut 3 milliards USD pour nos engagements NDC, dont 2 milliards à rechercher à l'international."

2. Pourquoi la transparence est-elle cruciale pour le financement climatique ?

✓ 3. Attirer les financements privés et catalyser les fonds mixtes

- Les investisseurs recherchent des projets avec :
 - Des risques bien identifiés,
 - Un suivi des impacts (MRV),
 - Une gouvernance financière claire.
- Une **bonne transparence** dans les BTRs :
 - Améliore la perception du risque,
 - Facilite la création de **mécanismes de financement innovants** (green bonds, PPP, blended finance).



La transparence réduit l'incertitude → donc le coût du capital.

✓ 4. Accéder plus facilement aux financements multilatéraux

- Les grands fonds (FVC, Fonds d'adaptation, FEM...) exigent :
 - Des données solides sur les projets,
 - Des rapports sur l'utilisation antérieure des fonds.
- Les BTRs fournissent la **preuve que les pays sont prêts à recevoir et à bien gérer les financements.**



Un bon BTR peut ouvrir la porte à des millions en financements climatiques.

2. Pourquoi la transparence est-elle cruciale pour le financement climatique ?

✓ 5. Renforcer la coordination nationale et l'intégration du climat dans les budgets

- Les processus de transparence obligent les ministères (Environnement, Finances, Plan) à **travailler ensemble**.
- Cela favorise :
 - L'intégration du climat dans les politiques économiques,
 - Le suivi budgétaire vert,
 - La préparation de **budgets climat** appuyés sur les données BTR.



Des données claires =
une meilleure intégration du
climat dans les plans de
développement.

✓ 6. Tenir les pays développés responsables de leurs engagements en matière de financement climatique

- Les pays en développement peuvent utiliser les BTR pour :
 - Suivre les financements climatiques **promis et reçus** des pays développés ;
 - Plaider en faveur d'un financement international **accru et prévisible** lors des COP ;
 - Promouvoir des **réformes des mécanismes de financement climatique** afin de garantir un accès équitable.

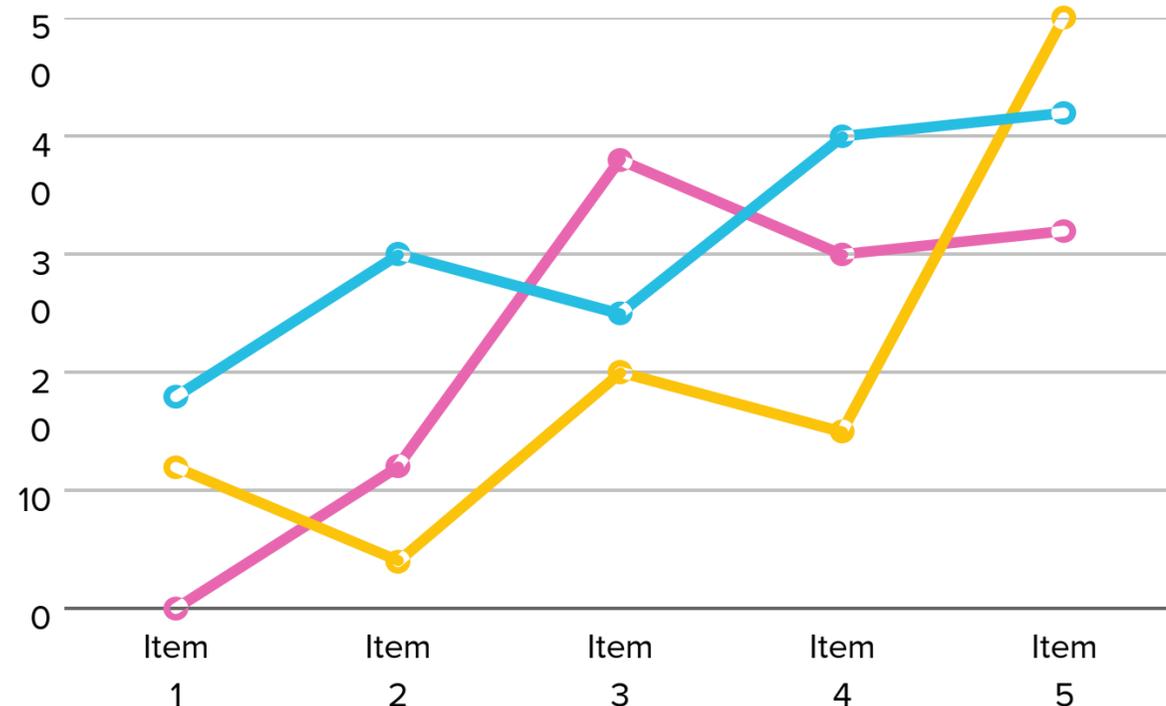


Exemple : Un pays peut
utiliser les BTR pour montrer que
seulement 60 % du financement
promis pour l'adaptation a été reçu,
ce qui fait pression sur les pays
donateurs pour qu'ils respectent
leurs engagements.

3. Comment les pays en développement peuvent-ils optimiser les BTR pour mobiliser des financements ?

1. Définir clairement les besoins financiers

- Utiliser les BTR pour décrire les **coûts de mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national (CDN)**, des stratégies d'adaptation et des projets d'atténuation.
- Faire la distinction entre les **ressources nationales**, le **soutien international reçu** et les **déficits de financement** afin de mettre en évidence les domaines d'investissement prioritaires.



2. Renforcer la collecte et la communication des données

- Développer des **systèmes robustes de suivi, de notification et de vérification (MNV)** pour suivre les flux de financement climatique.
- Engager les **ministères des Finances, de l'Environnement et de la Planification**, afin de garantir la cohérence des rapports entre les secteurs.
- Collaborer avec les **acteurs du secteur privé** pour recueillir des données sur le financement climatique lié aux investissements.

3. Comment les pays en développement peuvent-ils optimiser les BTR pour mobiliser des financements ?

3. Aligner les BTR sur les intérêts des investisseurs et des donateurs

- Présenter les besoins financiers conformément aux **critères utilisés par les fonds climatiques** (par exemple, le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation).
- Mettre en avant les **projets bancables**, en précisant les rendements potentiels, les risques et les co-bénéfices (par exemple, la création d'emplois, la préservation de la biodiversité).
- Fournir des études de cas de **projets antérieurs réussis** afin de renforcer la crédibilité et d'attirer les investisseurs.



3. Comment les pays en développement peuvent-ils optimiser les BTR pour mobiliser des financements ?

4. Utiliser les BTR pour mobiliser le secteur privé

- Développer des **Partenariats Public-Privé (PPP)** et les mettre en avant dans les BTR pour attirer des cofinancements.
- Décrire les **incitations à l'investissement** (ex. : allègements fiscaux, obligations vertes) pour encourager le financement du secteur privé.
- Identifier les **secteurs à fort potentiel d'investissement** (ex. : énergies renouvelables, agriculture durable).

5. Exploiter les BTR pour la diplomatie climatique et la collecte de fonds

- Utiliser les conclusions des BTR dans les **négociations climatiques** pour plaider en faveur d'un financement international accru.
- Interagir avec les **donateurs bilatéraux et multilatéraux** en partageant les analyses des BTR sur des déficits financiers spécifiques.
- Organiser des **forums d'investissement** où les conclusions des BTR peuvent être présentées aux institutions financières et aux partenaires de développement.

3. Comment les pays en développement peuvent-ils optimiser les BTR pour mobiliser des financements ?



6. Renforcer les capacités institutionnelles en matière de financement climatique

- Renforcer les capacités des **institutions nationales** à élaborer des rapports de suivi des émissions de haute qualité et transparents financièrement.
- Créer des **unités de financement climatique** au sein des ministères clés afin d'utiliser les rapports de suivi des émissions pour l'élaboration des politiques et la collecte de fonds.
- Former les acteurs nationaux à **l'accès au financement climatique basé sur les données des rapports de transparence.**



7. Veiller à ce que les BTR soient intégrés aux plans nationaux de développement

- Aligner les rapports sur le financement climatique sur les **budgets nationaux et les politiques économiques** afin de mieux justifier les financements internationaux.
- Utiliser les données des BTR pour alimenter les **feuilles de route de la finance durable**, facilitant ainsi l'engagement des investisseurs et des donateurs.

En résumé...

* La transparence = un catalyseur de financements climatiques

Objectif	Comment la transparence aide ?
Accès aux fonds internationaux	Répondre aux exigences de redevabilité et démontrer les besoins
Mobilisation du secteur privé	Réduction des risques perçus et meilleure information sur les projets
Plaidoyer international	Montrer les écarts entre financements promis et reçus
Planification nationale	Intégrer climat et finances dans une même stratégie

4. Exemple réussi

Projet de restauration des zones côtières au Sénégal – Financé par le Fonds d'Adaptation

Objectif du projet :

Protéger les communautés côtières vulnérables aux impacts du changement climatique, notamment l'érosion côtière et la montée du niveau de la mer, tout en renforçant leur résilience économique.

Financement obtenu :

- 8,6 millions USD du Fonds d'Adaptation
- Cofinancement national et contributions en nature des communautés locales

Résultats clés du projet :

- Restauration de plus de 5 km de zones côtières (reboisement, digues naturelles),
- Protection de plus de 10 000 personnes contre l'érosion,
- Création d'emplois verts pour les jeunes dans les travaux de restauration,
- Mise en place de comités locaux de résilience.

1. Données climatiques locales bien structurées

Le Sénégal, via le Centre de Suivi Écologique (CSE), a fourni :

- Des cartes d'érosion côtière,
- Des données de vulnérabilité par commune,
- Des projections climatiques sur 20–30 ans.

 Ces données ont été collectées et centralisées dans un cadre MRV cohérent, et intégrées dans les rapports soumis aux instances de la CCNUCC.

2. Alignement clair avec la CDN et les priorités nationales

Le projet s'inscrivait dans les objectifs :

- D'adaptation des secteurs prioritaires définis dans la **CDN du Sénégal**,
- De la **Stratégie nationale de gestion intégrée du littoral**.

 Le BTR et les communications climatiques montraient que le littoral était une **zone hautement vulnérable**, nécessitant un appui financier urgent.

3. Suivi transparent de l'utilisation des fonds

- Le CSE a mis en place un système de **suivi-évaluation participatif**,
- Des rapports d'avancement réguliers ont été partagés avec le Fonds d'Adaptation,
- Des indicateurs clairs ont été définis (ex. : nombre de km de littoral restaurés, ménages protégés...).

 Cette transparence post-financement a renforcé la crédibilité du Sénégal auprès des bailleurs.

Merci !



CLIMATE PROMISE

www.undp.org
@UNDP

climatepromise.undp.org
@UNDPClimate

Sign up for our newsletter



Richemond Assié
UNDP Climate Hub
richemond.assie@undp.org

Cet atelier est financé par (avec également des contributions techniques)



CLIMATE
PROMISE



From the People of Japan



Federal Ministry for Economic Cooperation and Development

Supported by:
Federal Ministry for Economic Affairs and Climate Action
on the basis of a decision by the German Bundestag



Belgium
partner in development



aacid



Government of Iceland
Ministry for Foreign Affairs



Ministry of Infrastructure and Water Management
of the Netherlands



CAMÕES
INSTITUTO DA COOPERAÇÃO E DA LINGUA PORTUGAL

+ UNDP's
Core Donors



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

Avec le soutien du



Ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du Climat

Ministère fédéral des Affaires étrangères



INTERNATIONAL CLIMATE INITIATIVE

en vertu d'une décision du Bundestag allemand



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



copenhagen climate centre

supported by UNOPS

Avec des contributions techniques



United Nations
Climate Change



RCC West and Central Africa
Collaboration for Climate Action



CGE
Consultative Group of Experts
The Constituted Body for MRV & ETF



United Nations
Climate Change



Guider l'action
Air & Climat

